

Carton rouge : Julien Dray caution de gauche de CNews ?

Le combat civilisationnel de Bolloré ne s'accorde pas avec les règles de pluralisme et de temps de parole politique que CNews est censée respecter. Quel nouveau moyen a-t-il trouvé pour les contourner ?

[Sleeping Giants France](#)

Collectif Citoyen

CNews vient d'être épinglé par l'[Arcom pour son absence de diversité des points de vue](#) manifeste et durable. C'est une décision historique de l'autorité de régulation, la première depuis que le [Conseil d'Etat lui a demandé d'accepter les saisines](#) portant sur les déséquilibres généraux, sur la durée, plutôt que sur des faits isolés.

Mais avant cela, et au-delà des "points de vue", l'Arcom et avant elle le CSA veillent particulièrement à l'équilibre des temps de parole des différents partis via les personnalités politiques qui les représentent.

Ainsi les interventions de chaque personnalité sont comptabilisées et doivent respecter une grille précise, [dont les méthodes de calcul sont connues](#).

Comment CNews, qui promeut outrancièrement les programmes politiques de l'extrême-droite, parvient-elle à obtenir un temps de parole suffisant pour les formations de gauche ? On avait eu le cas des discours de Jean-Luc Mélenchon [diffusés en boucle au milieu de la nuit](#), on a maintenant le cas Julien Dray.

Julien Dray a affirmé vouloir reprendre sa carte du Parti Socialiste en 2024 (Sud Radio, le 9 décembre 2024). Comme nous l'apprend l'article de Mediapart, [il ne l'aurait pas fait](#).



Ceci n'a apparemment pas empêché CNews de comptabiliser ses interventions (en moyenne deux à trois fois par semaine) comme temps de parole du Parti Socialiste.

En occupant ce temps, Julien Dray le confisque aux responsables politiques du parti, et en devient de facto le porte-parole sur la chaîne catho-identitaire.

Quelle contradiction apporte-t-il vraiment aux outrances des autres membres du plateau (GW Goldnadel en tête) ? Quelles positions présente-t-il donc au nom du Parti Socialiste, sans être mandaté par ce dernier ?

Au mieux une opposition flasque, au pire une validation des thèmes qui tiennent à cœur au big boss de la chaîne, Vincent Bolloré, qui [ne supporte visiblement pas que ses employés ne soient pas bien alignés](#).

Sur le lien établi de manière systématique sur CNews entre immigration et violence, immigration et délinquance, Julien Dray affirme (27/6/2025)

“Depuis 30 ans, c'est un problème qui n'a pas été traité comme il aurait dû être traité depuis les premiers signes d'alerte. [...] après, il y a des réponses parcellaires. On peut dire que c'est un problème de flux migratoires incontestablement”

avant d'ajouter *“mais c'est parce qu'on va arrêter les flux migratoires que pour autant on va stopper les violences actuelles”*.

Voilà la contradiction sur CNews. En gros, Julien Dray nous explique que l'insécurité est due à l'immigration, bien sûr, mais qu'il pourrait éventuellement y avoir d'autres causes, si on cherchait. Tremble, Bolloré !

La ligne de CNews, c'est aussi la négation du génocide palestinien ou du racisme ordinaire. Pour CNews, une seule forme de racisme existerait en France : le racisme anti-blanc.

Voici les prises de position fermes de Dray sur ces thèmes. Il y a 9 mois, dans Face à Face, sur CNews, il affirme de manière sarcastique avec un cynisme incroyable, considérant apparemment que le processus ne va pas assez vite :

“Si Israël est un État génocidaire, quelle patience ils ont !”

et quelques années plus tôt, en 2021 : *“Je n'en peux plus de ces discussions et de cette relecture racisée de toute l'histoire de l'Humanité”*

Et loin de s'opposer au concept de racisme anti-blanc, de noter son aspect anecdotique en regard des racismes systémiques, implantés socialement et promus par la chaîne sur laquelle il intervient, autour de la table même à laquelle il est assis, il dira en 2023 :

“plus qu'un racisme anti-blanc, moi je pense que c'est une haine des valeurs du monde occidental. Et je pense que le mot racisme anti-blanc ne permet pas de comprendre cela. C'est-à-dire que c'est la haine de ce que représentent les Lumières”

Bolloré, qui mène une guerre civilisationnelle, applaudit probablement des deux mains la prestation du représentant du PS.

Il se fonde tant dans le moule qu'on peine à distinguer ses déclarations avec celles des autres chroniqueurs et présentateurs de CNews, dont certains ont quitté la chaîne pour se présenter comme candidats sous l'étiquette d'un parti d'extrême-droite.

Plus récemment, une séquence difficilement supportable a montré un Julien Dray bafouillant, cherchant désespérément ses mots. Lorsqu'en plateau, G-W Goldnadel décrit "les OQTF" comme "par essence dangereux", Julien Dray monte au créneau, pour retomber aussitôt dans les douves. Les mots ne sortent pas, il tente de tourner sa phrase d'une façon qui ne s'opposera pas trop à la ligne Bolloré. Après de longues secondes d'hésitations et de silences, il décide... de lâcher l'affaire et de se taire pour de bon.

Il applique ainsi l'adage en vigueur dans les cercles Bolloréen : [on ne mord pas la main qui nous nourrit](#).

Ceci met en lumière les limites de l'Arcom dans le comptage des temps de parole politiques. Des intervenants de la chaîne non encartés (Philippe De Villiers, Jean Messiha, Nicolas Conquer, etc.) ont vu leur temps de parole comptabilisé pour la droite ou l'extrême-droite, provoquant une vague d'indignation orchestrée par Bolloré, accompagnée d'une campagne de dénigrement de l'Arcom exigeant sa suppression.

Mais si la chaîne elle-même déclare une personnalité non encartée comme comptant pour un parti, est-ce que l'Arcom vérifie ces éléments ou fait-elle confiance aux déclarations de Cnews, sans se forger une opinion, sans évaluer ?

Si demain Julien Dray ne peut plus être comptabilisé comme représentant du Parti Socialiste, est-ce que Cnews le gardera à l'antenne ?